

## D'une crise à l'autre : 1907 et la naissance du suivi de la conjoncture à la SGF

Jean ROUCHET  
Administrateur INSEE

INSEE/DSE  
18, Bd Adolphe PINARD  
75675 Paris CEDEX 14  
(33)1.41.17.51.81  
[Jean.Rouchet@insee.fr](mailto:Jean.Rouchet@insee.fr)

### Résumé :

La crise financière de Wall Street en 1907 – la *panique des banquiers* – a eu, en France, des conséquences statistiques inattendues : les pouvoirs publics ont craint un fort impact sur l'activité et le chômage ; la Statistique générale de la France (SGF, organisme précurseur de l'INSEE) a dû se doter de ses premiers outils de suivi de la conjoncture : les indices des prix de détail (IPD ou IPC), des prix de gros (IPG ou IPP) et de la production industrielle (IPI) ont ainsi été créés de 1911 à 1924. Ils trouvent leur premier champ d'application lors de la grande crise des années trente. Ces premiers outils du suivi conjoncturel existent encore de nos jours à l'INSEE, à peine modifiés. À un siècle de distance, évoquer cet épisode est l'occasion de rendre hommage aux statisticiens passés et de tracer un parallèle avec la crise des *subprimes*.

Mots-clés : crise de 1907 ; panique des banquiers ; Statistique générale de la France ; SGF ; indice des prix à la consommation ; IPC ; indice des prix à la production ; IPP ; indice de la production industrielle ; IPI ;

### Abstract:

The Wall Street financial crisis in 1907 – also known as the *Bankers' Panic* – had some unexpected effects on statistics in France: the government feared a strong impact on business and unemployment; the *Statistique générale de la France* (SGF, precursor of INSEE) had to develop its first main economic indicators: the consumer price index (CPI), production / output price index (PPI) and industrial production index (IPI). These were introduced between 1911 and 1924. The first time they were applied was during the *Great Depression* of the 1930s. These first main economic indicators still exist today in practically the same form: a legacy for INSEE. To tell this story, one century later, is a great opportunity to pay tribute to past statisticians and to draw a parallel with the *subprime mortgage crisis*.

Keywords: 1907 crisis; 1907 Bankers' Panic; *Statistique générale de la France*; SGF; consumer price index; CPI; production / output price index; PPI; industrial production index; IPI;



Évoquer lors d'un colloque dédié aux 70 ans de l'INSEE des événements intervenus quarante ans avant sa naissance peut paraître paradoxal, sinon provocateur. Il y a, au moins, deux raisons à cela : d'une part, la création de l'INSEE en 1946 est quelque peu incidente ; l'Institut est l'héritier direct de la Statistique Générale de la France (SGF), dont il a repris l'essentiel de l'appareil statistique ; l'histoire statistique en France ne commence donc pas avec l'INSEE ; pour reconstituer cette histoire dans son ensemble et sa continuité, il faut remonter aux prémices, aux racines des différentes opérations statistiques. D'autre part, la conjoncture actuelle reste marquée par la crise des *subprimes* (2007-2008) ; l'occasion est ainsi donnée de commémorer, sinon de « fêter » avec un peu de retard le centenaire de la crise de 1907, ou de la « panique des banquiers » : c'est l'un des précurseurs de la crise actuelle, bien plus que la grande dépression des années trente souvent citée, de façon abusive, à cet égard.

La première partie situe la SGF au début du XX<sup>e</sup> siècle. La deuxième partie résume la crise de 1907, ses analogies et ses différences avec la crise actuelle. La troisième partie décrit la réaction des pouvoirs publics et, surtout, des statisticiens de l'époque, face à la forte demande qui leur était adressée, jusqu'à la crise suivante, en 1929. La quatrième partie fait un rapide bilan de la mise en œuvre de l'appareil statistique conjoncturel à la SGF. En guise de préalable, une question : pourquoi cette communication ? Quels problèmes méthodologiques ? Pour conclure : les rebondissements étonnants de cette histoire.

## Pourquoi cette communication ?

Cette communication est, en fait, la synthèse de trois travaux, de trois études différentes que j'ai été amené à faire, au cours des dix dernières années, sur l'histoire – ou, plutôt, les histoires – de trois indicateurs de conjoncture produits par l'INSEE : indice de la production industrielle (IPI) ; indice des prix de gros (IPG) et prix de production ; indice des prix de détail et prix de consommation (IPC). Pour chacun, la volonté était double : d'une part, reconstituer et raconter l'histoire de chaque indice ; d'autre part, retrouver les valeurs numériques des indices dans les anciennes bases, pour les rendre disponibles et accessibles. Il y a donc trois documents différents, consacrés aux trois indices. Ce n'est qu'après qu'est apparue une histoire commune aux trois indices (IPI, IPG et IPC), non par ses modalités statistiques mais, au moins, dans ses causalités.

La question est remontée d'un cran, mais je n'y ai pas répondu : pourquoi s'intéresser à l'histoire de ces indices ? Pas parce que j'ai une compétence particulière, une quelconque légitimité ou même une simple appétence. Au fond, la réponse est simple : parce que, en tant que lecteur, j'étais resté insatisfait, en particulier par la lecture des deux volumes de *Pour une histoire de la statistique* [I] : à l'exception notable du chapitre de Jean-Michel REMPP sur les prix de détail (p. 287-302 du tome 2), je n'y ai pas trouvé les réponses à la question que je me posais. C'est pourtant une question simple, presque enfantine : pourquoi a-t-on décidé, au début du XX<sup>e</sup> siècle, de calculer l'IPI, l'IPG ou l'IPC ? Après un siècle d'existence de la SGF ? Que s'est-il passé ? Qu'est-ce qu'on a essayé de faire ? Pour répondre à quelles questions ou à quelles attentes ?

Ces trois études sont donc le fruit de mes insatisfactions de lecteur. Elles s'inscrivent dans les perspectives tracées par Jacques MAIRESSE dans son introduction ([I] tome 2 p. 7) et son souhait que « *les matériaux continuent de s'accumuler et les contributions de se succéder, pour que se construise et se reconstruise l'histoire de la statistique* ». Ce n'est, en effet, pas la fin de l'histoire – statistique – : elle n'est pas, pas encore, connue, écrite et définitive ; il faut apporter sa pierre à l'édifice, par des contributions, rédigées, diffusées, critiquées et améliorées – bref explicitées et réfutables.

Puisque nous en sommes aux impressions de lecteur, il faut évoquer un sujet connexe : je ne suis pas le premier à écrire sur l'histoire de ces trois indices ; j'ai lu certains de mes prédécesseurs. Comme lecteur, cela m'a frappé : les auteurs, surtout s'ils ont été impliqués dans la création d'une base de ces indices, s'ils en ont été les acteurs, écrivent l'histoire vue de leur propre expérience, avec leurs lunettes et, en général, les préoccupations du moment. Deux exemples, avec des auteurs / acteurs qui ne sont pas les plus médiocres :

- Jean-Michel REMPP, maître d'œuvre de la base 1970 de l'IPC, écrit (entre 1976 et 1986) son histoire en mettant en exergue les problèmes d'indexation (du SMIG), la boucle prix-salaires et la nécessité / difficulté d'empêcher toute « politique de l'indice » des pouvoirs publics, toutes préoccupations pourtant absentes à la création de l'indice des prix de détail.  
S'il est prêt à concéder « *certes, des préoccupations d'ordre conjoncturel sont apparues dès 1911* », il assure que « *au cours de la période d'avant-guerre, le but principal des indices de prix était de mesurer l'évolution du pouvoir d'achat des salaires, afin de servir notamment dans les négociations salariales* », au prix d'un discret anachronisme : la Commission centrale d'études relatives au coût de la vie est créée le 19 février 1920 ;
- Georges LAURENT, qui fut l'un de ses prédécesseurs important et l'architecte des bases 1949 et 1956-57, dans le livre [II] qu'il a consacré en 1953 aux indices de prix ou par son témoignage en 1991 auprès de Béatrice TOUCHELAY (2003) [III], est marqué par la « politique de l'indice » mais surtout par l'hyperinflation en France, à la fin des années quarante – début des années cinquante, lors de l'élaboration de la base 1949 : il a tendance à la reporter, à la « plaquer » sur la situation de 1907-1910, lors de la création de l'IPC.  
Il attribue ainsi la création de l'indice des prix de détail aux pressions inflationnistes contemporaines : « *dès 1911, une certaine émotion s'étant manifestée dans plusieurs régions par suite d'une hausse importante des prix, la Statistique Générale prend l'initiative d'une enquête sur les prix de détail des denrées de première nécessité* » ([II] p. 52) ou « *il faut attendre les premières pressions inflationnistes des années 1910 pour que la SGF publie des éléments d'appréciation sur la consommation et mette au point le calcul d'un indice des prix de détail* » ([III] p. 2), sans que soient précisées les régions où ces hausses importantes de prix sont intervenues.

De ce constat, une conclusion : dans toute étude historique, il n'est pas inutile de préciser « d'où l'on parle ». Me concernant, c'est clair : le prisme de la crise des *subprimes* ne devrait toutefois guère être déformant... De plus, j'avoue ne pas avoir été impliqué dans aucune des bases des trois indices : je suis donc qualifié pour en parler...

Il nous faut alors remonter le temps, au fil des auteurs, des publications et des organismes – de l'INSEE à la SGF - et écouter les créateurs des indices : Alfred SAUVY, Jean DESSIRIER, Léopold DUGE DE BERNONVILLE, Michel HUBER et Lucien MARCH se sont exprimés ; ils ont pu se tromper, y compris sur ce qu'ils faisaient ; leurs écrits ne sont pas exempts de toute manipulation ; cela peut poser divers problèmes méthodologiques (l'acteur est-il le mieux placé pour être l'auteur ? Jules CESAR est-il l'historien le plus fiable de la Guerre des Gaules ?), mais il est essentiel de leur laisser une chance de s'expliquer.

## I – La SGF au début du XX<sup>e</sup> siècle

En France au début du XX<sup>e</sup> siècle, la situation statistique est stabilisée : après divers soubresauts au XIX<sup>e</sup>, la SGF a trouvé son régime de croisière ; hors reprise de données externes (climatologie, criminalité, Instruction, etc.), sa production statistique est, pour l'essentiel, démographique et structurelle : recensement de la population tous les cinq ans, mouvement naturel tous les ans ; la seule publication périodique est l'*Annuaire statistique*, publié donc tous les ans et avec, par construction, des données annuelles, donc très peu conjoncturelles.

Son histoire, au fil du XIX<sup>e</sup> siècle, est contée par Hervé LE BRAS (1986) [IV]. Elle a été chaotique : création en 1800 (fructidor an IX) par le ministre de l'Intérieur (Lucien BONAPARTE ou Jean-Antoine CHAPTAL, les avis divergent) du « bureau de statistique de la République », les premiers recensements et l'exploitation de l'état civil ; suppression en 1811, suivie d'une re-création au ministère des Manufactures ; harmonisation impossible des mémoires envoyés par les préfets ? Perte de finalité : « *en fait, pour les besoins de l'empereur, la statistique avait rendu son jus. Oui, la France était plus riche qu'en 1789. Non, elle ne se dépeuplait pas* » ([IV] p. 330) ? La statistique, sous forme d'un service central, est jugée « bonapartiste » et disparaît avec le retour des Bourbons. Elle laisse place à la « statistique morale », dans divers ministères : recrutement, Justice, Instruction, etc.

La Statistique générale de la France (SGF) est créée, ou récréée, en 1833, par Adolphe THIERS, ministre de l'Intérieur mais aussi du Commerce. À l'image et au vu des publications du *Board of Trade* anglais ? Ou dans un mouvement plus général : « *au-delà des circonstances propres à chaque pays, tous les grands États d'Europe se dotèrent d'un service central de statistique entre 1830 et 1850* » ([IV] p. 340). Son premier directeur, Alexandre MOREAU DE JONNES, marin et militaire sous la Révolution et l'Empire, élabore, en 1837, les seize spécimens, items et têtes de chapitre prévus des publications à venir, en particulier des *Annuaire statistiques* à partir de 1878 ; Alfred LEGOYT lui succède en 1852, par un quasi-coup d'état : chef du bureau de la statistique du ministère de l'Intérieur, il n'admettait pas que la SGF centralise les déclarations d'état civil... Il poursuit son œuvre, mais connaît une retraite anticipée en 1871.

Hervé LE BRAS souligne la réussite de la SGF : « *une institution qui, en trente-huit ans, avait parfaitement résisté à quatre régimes successifs et qui, imperturbablement, continuait à faire un recensement tous les cinq ans, à publier régulièrement les tableaux détaillés d'état civil, à lancer de grandes enquêtes doit être considérée comme un énorme succès, et bientôt une tradition* » ([IV] p. 344).

Il estime toutefois que « *la SGF entra dans une période de langueur. À part quelques innovations techniques ou typologiques, la production devint répétitive puis perdit sa qualité* » ([IV] p. 318-319). Le jugement paraît sévère : inauguration de la série des *Annuaire statistiques* en 1878 ; création en 1885 du Conseil supérieur de la statistique, instance de consultation sur les programmes statistiques, ancêtre du CNIS actuel.

L'évolution de la SGF à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup> est, en fait, marquée par deux traits liés :

- d'une part, la **professionnalisation** des statisticiens : leur formation était auparavant diverse et la direction de la SGF confiée à des personnes ayant des trajectoires variées : militaires, administratifs, économistes, ancien commis de la SGF, etc. À la fin du siècle, la SGF est rattachée à l'Office du Travail (créé en 1891), puis à la direction du Travail et au Ministère du Travail, créé en 1906. Son directeur Arthur FONTAINE, X-Mines (X1880), recrute un camarade, ingénieur mécanicien, Lucien MARCH (X1878) comme chef de bureau en 1896. À partir de 1901, les statisticiens sont recrutés sur concours, avec une forte composante mathématique ; de nombreux polytechniciens sont embauchés : Michel HUBER (X1895), Léopold DUGE DE BERNONVILLE (X1901), Marcel LENOIR (X1902), Jean DESSIRIER (X1911), Alfred SAUVY (X1920S), etc.
- d'autre part, l'**industrialisation** du processus de production statistique : Lucien MARCH utilise les machines HOLLERITH (ancêtre d'IBM) pour exploiter, de façon centralisée, le recensement de 1896 (elles avaient déjà été utilisées pour le CENSUS US en 1891) ; à partir de 1901, il met au point le classi-compteur-imprimeur pour les remplacer : cette machine sera utilisée jusqu'en 1940 ; elle a produit une remarquable série de recensements.

Les deux mouvements, professionnalisation et industrialisation, traduisent une forme de normalisation : la fin du siècle paraît terne, lisse et triste par rapport à la période antérieure, créatrice, chaotique et héroïque. Après quarante ans et quatre régimes politiques différents, la consolidation était toutefois inévitable, sinon indispensable.

Hervé LE BRAS distingue les âges de la statistique : « *la statistique ne se présente donc pas aujourd'hui sous forme homogène. Trois niveaux y coexistent et se mêlent à leurs points de contact : celui des nécessités de l'administration, le plus ancien, toujours aussi impérieux ; celui de la SGF, où l'on retrouve l'idéal d'une connaissance large des hommes et de leurs conditions et, coiffant l'ensemble, celui de la statistique économique, désormais le plus visible* » ([IV] p. 319).

Le début du XX<sup>e</sup> siècle, en particulier la crise de 1907, constitue l'un de ces « points de contacts » : les statisticiens de la SGF interpellés, par la réalité et par le corps social, sont sommés de mettre en place de nouveaux outils, afin de mesurer l'état de la machine économique et de cerner ses dysfonctionnements.

## II – La crise de 1907

En octobre 1907, éclate à Wall Street une crise financière<sup>1</sup>, d'abord boursière puis bancaire : profitant du règlement mensuel avec effet de levier, une spéculation boursière (tentative de *corner* du marché du cuivre, ou plutôt des actions de la compagnie United Copper) est lancée ; il s'agit d'acheter, de façon massive, les actions de la compagnie afin d'assécher le marché et de forcer les détenteurs à découvrir de ces actions à les acheter à un prix élevé. L'achat massif de titres fait monter leur cours : les fonds nécessaires à l'opération sont importants et dépassent l'avoir des initiateurs de l'opération, les frères HEINZE, propriétaires d'United Copper ; ils font appel à des banquiers, dont BARNEY, président du trust KNICKERBOKER. Celui-ci se laisse convaincre et met à disposition les dépôts auprès de sa banque.

Le *corner* est un échec spectaculaire : après être monté en flèche, les cours s'effondrent, les détenteurs ont pu se procurer ailleurs des actions, le marché n'a pas été asséché. Les fonds engagés sont perdus, volatilisés, signant la faillite des initiateurs du *corner*, de leur courtier et des banques alliées impliquées : Caisse d'Épargne du Montana, Mercantile National Bank et, surtout, le trust KNICKERBOKER.

La crise boursière devient une crise bancaire : les déposants auprès de ces banques se ruent pour demander le remboursement de leurs dépôts avant le constat de faillite – c'est un *bank run* classique. Les autres banques de la place ne se précipitent pas pour prêter les fonds nécessaires aux banques à court de liquidité, craignant elles-mêmes l'insolvabilité des débiteurs et la perte de ces prêts. Cela devient une crise de confiance interbancaire.

La solution naturelle est de faire appel au « prêteur en dernier ressort » qu'est la banque centrale : c'est l'une de ses fonctions essentielles. Mais, à l'époque, la place de New-York n'avait pas, pas encore (la FED sera créée en 1913) ou plus (depuis 1836 et la fin de la charte de la *Second bank of the United States*), de banque centrale.

Il fallait donc inventer un prêteur en dernier ressort : c'est le rôle de John Pierpont MORGAN, fondateur éponyme de la banque, alors banquier le plus puissant de la place. Il réunit ses confrères, fixe de façon autoritaire le tour de table, y participe : les fonds sont réinjectés et, de façon progressive, la confiance interbancaire est restaurée.

À un prix jugé exorbitant : JP. MORGAN, prétextant une convention baptiste en Virginie, est resté injoignable plusieurs jours, où les faillites bancaires se propagent et les « prix implicites » de rachat des actifs se dévaluent... La faillite de KNICKERBOKER, décidée et / ou voulue par MORGAN, n'a pas été toujours approuvée. Le problème pouvait se reproduire : il fallait lui trouver une solution structurelle. L'intérêt d'une banque centrale était un sujet controversé. Une commission bancaire informelle se réunit pour en étudier les contours. Le Congrès a débattu du projet durant deux ans : la loi créant la FED (Réserve fédérale) est votée le 22 décembre 1913.

La crise de 1907 a eu une autre conséquence indirecte, plus lointaine : le GLASS-STEAGALL Act de 1933, qui sépare les fonctions de banque d'affaires et de banque de dépôt, afin d'éviter que les fonds des déposants ne soient engagés dans les spéculations boursières ou financières. Le sujet reste d'actualité...

Au-delà de ses conséquences sur la législation bancaire et la chute du marché boursier américain (environ 50 % par rapport au pic de l'année précédente), la crise de 1907 a eu de graves conséquences sur l'économie réelle : elle a aggravé la récession, déjà engagée en mai 1907, la production a chuté de 11 %, les importations de 26 %, le chômage est passé de 3 à 8 %, l'immigration fut divisée par deux. Par les importations et l'immigration mais aussi *via* l'imbrication bancaire internationale, elle s'est propagée dans les principaux pays développés. L'impact est toutefois limité en Europe : les pays européens étaient tous dotés d'une banque centrale, ce qui protégeait leurs banques ; l'interpénétration, la mondialisation des économies réelles était encore faible.

1907 n'est pas la seule crise financière ou même bancaire du XIX<sup>e</sup> siècle aux États-Unis : en témoignent les paniques de 1873, 1893, 1907 ou même 1884 et 1890, etc. Il en est de même en Europe : le sujet des crises est récurrent au XIX<sup>e</sup> siècle ; il a même donné lieu à la théorisation [V] par JUGLAR en 1862 des cycles économiques. Mais la crise de 1907 est restée marquante, au moins aux États-Unis, par son impact et ses conséquences institutionnelles, la création de la FED en tout premier lieu.

Les institutions ont évolué depuis, la capacité de réaction des pouvoirs publics aussi. La « panique des banquiers » de 1907 et les *subprimes* en 2007-2008 présentent néanmoins, à un siècle d'écart, des analogies saisissantes : ces deux crises bancaires montrent l'importance du prêteur en dernier ressort (JP. MORGAN ou la FED à l'époque ; désormais, au-delà des banques centrales, les États eux-mêmes ou les instances interétatiques, tel le MES), le problème de la confiance interbancaire et du risque lié au défaut d'une banque « systémique », KNICKERBOKER ou LEHMAN Brothers. La crise de 1907 est ainsi plus proche de la crise actuelle que la grande crise des années trente, maintes fois évoquée, sinon invoquée, à ce titre.

<sup>1</sup> L'exposé du détail de la crise serait ici hors sujet, voir : [http://fr.wikipedia.org/wiki/Panique\\_bancaire\\_américaine\\_de\\_1907](http://fr.wikipedia.org/wiki/Panique_bancaire_américaine_de_1907) et sa bibliographie.

### III – Conséquences statistiques en France

La crise n'a guère d'impact boursier, bancaire ou financier en France ; sa trace sur l'économie réelle est difficile à mesurer (voir *infra*) mais est faible. Pour apprécier ses conséquences sur l'appareil statistique, il faut faire appel, comme proposé en introduction, aux statisticiens contemporains, en remontant le fil du temps.

En tout premier lieu, Alfred SAUVY : membre important de la SGF de 1922 à 1945 (où il fonde l'INED), il fut l'architecte de la deuxième base (base 1928) de l'IPJ puis le créateur de l'Institut de conjoncture. Il conte, de façon allusive et imagée, ces événements dans ses mémoires en 1972 ([VI] p. 10-11) :

« La Statistique générale est à l'époque un établissement déconcertant, fait de contrastes et de paradoxes, de haute science et de bouffonnerie. [...]

En 1907, la crise économique avait, bien que faible, ému les pouvoirs publics. Nous entrons dans l'époque où ces terribles épreuves étaient moins bien supportées. Une commission a été créée, pour étudier comment ces accidents pouvaient être prévus et, si possible, conjurés. Intention louable, s'il en fut.

La montagne finit par accoucher, après la guerre 1914-1918, d'une gentille souris : le Service d'observation des prix ; à sa tête, un homme remarquable, L. DUGE DE BERNONVILLE, mais d'une extrême timidité et d'une prudence maladroite. Au ronronnement habituel de la maison statistique s'est ajoutée l'habitude de calculer des indices de prix, sans aller plus loin. »

Dans l'introduction au *Mouvement économique* [VII] en 1932, Michel HUBER, directeur de la SGF, est plus précis : « à la suite de la crise de 1907, une Commission fut instituée [...] le 31 mars 1908 [...] qui [...] rechercha les indices pouvant servir de signes précurseurs des crises économiques générales ». La Commission était chargée « d'étudier les mesures à prendre pour atténuer les chômages résultant des crises économiques périodiques ». Cette citation est importante : elle n'est pas de Michel HUBER, qui cite lui-même la lettre de mission de la Commission de 1908 – ce n'est donc pas une invention rétrospective. La commission se réunit de 1908 à 1911.

Le 22 juin 1911 fut créé « près de la Statistique générale de la France, un comité permanent chargé de suivre le mouvement des indices économiques » ; ce comité émit le vœu que fût créé « un service chargé de l'observation des prix et des autres indices de l'activité économique » : les crédits furent votés par la loi de finances 1914 (le 15 juillet...), mais la création en fut différée jusqu'à la fin de la guerre. Parmi les objectifs visés, l'observation des prix, qui avaient flambé au cours de la guerre, était devenue prioritaire : le « Service d'observation des prix » est adjoint à la SGF par décret du 17 octobre 1917 ([VII] p. 6). Cette priorité étant à peu près satisfaite, les autres besoins d'observation statistique, du « mouvement général des affaires », de l'activité économique et, en particulier, industrielle pouvaient être redécouverts à l'occasion de la crise du début des années vingt et donner lieu ainsi à de premiers résultats statistiques en 1924, près de vingt ans après le constat initial.

La causalité apparaît ainsi : la crise financière de 1907 fait craindre aux pouvoirs publics de graves conséquences en termes d'activité et de chômage. La mécanique institutionnelle de la troisième République se met en branle : une Commission est créée en 1908 pour étudier le sujet ; elle se tourne vers les services administratifs compétents (la SGF) et leur demande ce qu'ils ont dans leurs cartons pour répondre à ces préoccupations ; la SGF n'a rien, car elle est alors cantonnée au Recensement (tous les cinq ans) et au Mouvement naturel de la population ; pour hâter la mise au point de ces outils, un « comité de suivi » est mis en place en 1911.

La SGF crée une nouvelle publication au même moment : le *Bulletin* trimestriel (ou « mensuel paraissant tous les trois mois ») consacré aux statistiques et études conjoncturelles. Il complète l'*Annuaire statistique*, créé en 1878.

Le dispositif statistique se déploie, dès lors que les moyens et les crédits sont disponibles : les trois premiers et principaux indicateurs conjoncturels de la SGF – donc de l'INSEE, qui les a repris tels quels – sont créés à la suite, avec pour « fait générateur », en quelque sorte, la crise de 1907. Par ordre d'apparition, l'indice des prix de gros (IPG), l'indice des prix de détail (IPC) et l'indice de la production industrielle (IPI).

De façon progressive, selon la difficulté relative de la mesure : les prix de détail ont une forte dispersion spatiale ; l'indice des prix correspondant exige donc une enquête pour obtenir des relevés de prix et calculer des moyennes, non l'indice des prix de gros, où l'on peut se contenter de cotations sur des marchés de gros ou des Commissions des valeurs en douane : on estimait, en effet, qu'il y avait peu de variance des prix de gros par rapport à ce qui était mesuré de façon centralisée ; ces prix étaient donc jugés tout à fait représentatifs de la réalité des prix de gros, au moins de leurs évolutions. La mesure directe de l'activité et la production était jugée beaucoup plus délicate encore : sa première mesure est intervenue en 1924.

La SGF ne disposait-elle d'aucun élément sur les prix et l'activité lors du déclenchement de la crise de 1907 ? Ce serait abusif de le prétendre : l'*Annuaire* publie depuis son édition 1904 un indice annuel de prix de gros tiré de la Commission des valeurs en douane ; pour les prix de détail, Lucien MARCH publie en 1911 l'ensemble des informations disponibles dans « *Salaires et coûts de l'existence à diverses époques, jusqu'en 1910* » [VIII].

Il y avait des éléments épars disponibles sur les prix avant la crise de 1907, mais celle-ci a servi de déclencheur pour réorienter l'appareil statistique dans deux directions :

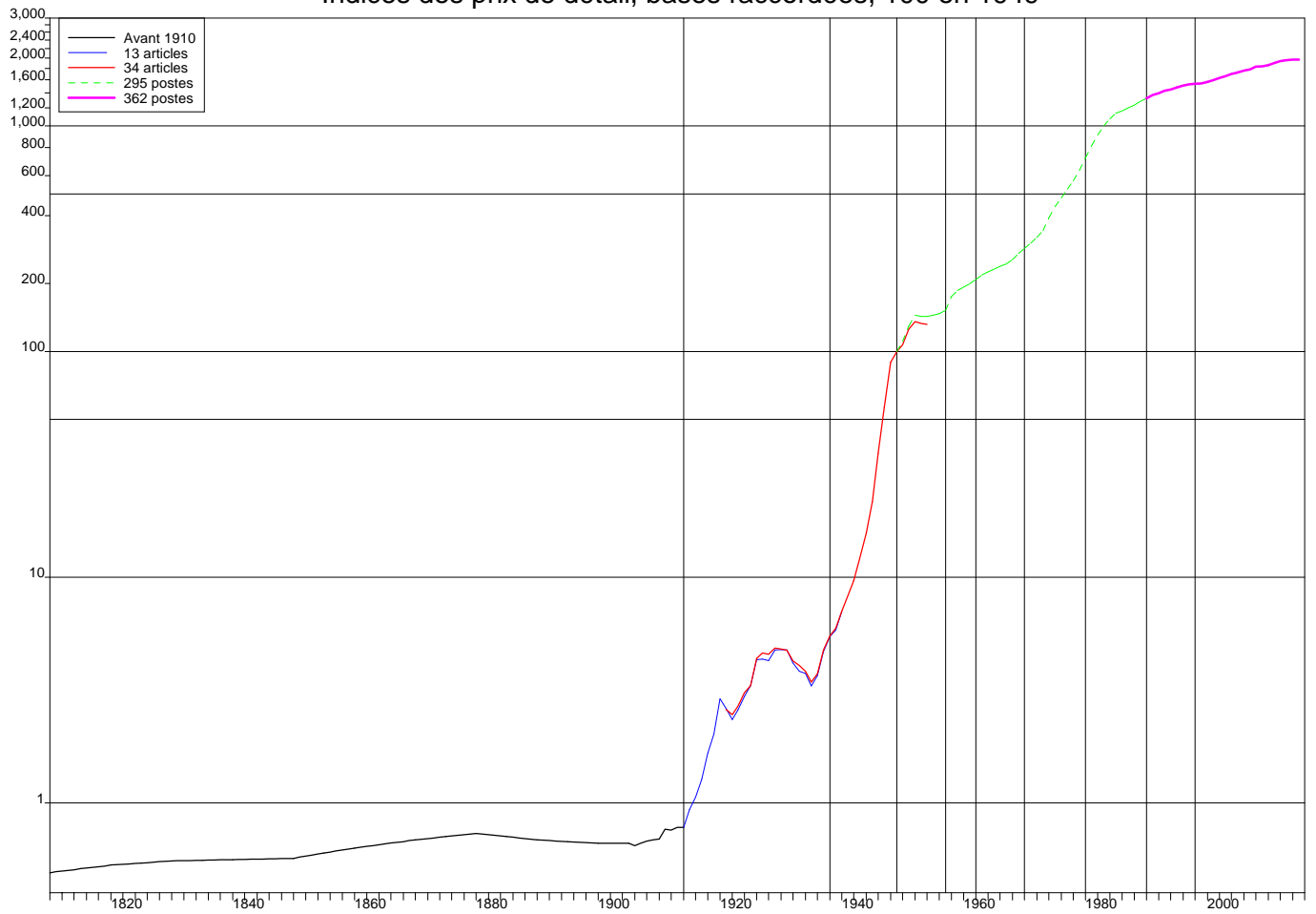
- d'une part, une mesure directe, de préférence par enquête, des prix de détail à la place de prix connus payés par quelques grands acteurs économiques, telles les adjudications de l'Hôtel-Dieu, qui ne pouvaient guère s'assimiler à de vrais prix de détail ;
- d'autre part, une mesure conjoncturelle (mensuelle ou trimestrielle) des prix et non une mesure annuelle des prix de gros ou une mesure décennale, de long terme, des prix de détail, du coût de la vie et du pouvoir d'achat du salaire.

Compte tenu de l'ampleur des problèmes et de la faiblesse des moyens, la mise en œuvre en a été rapide :

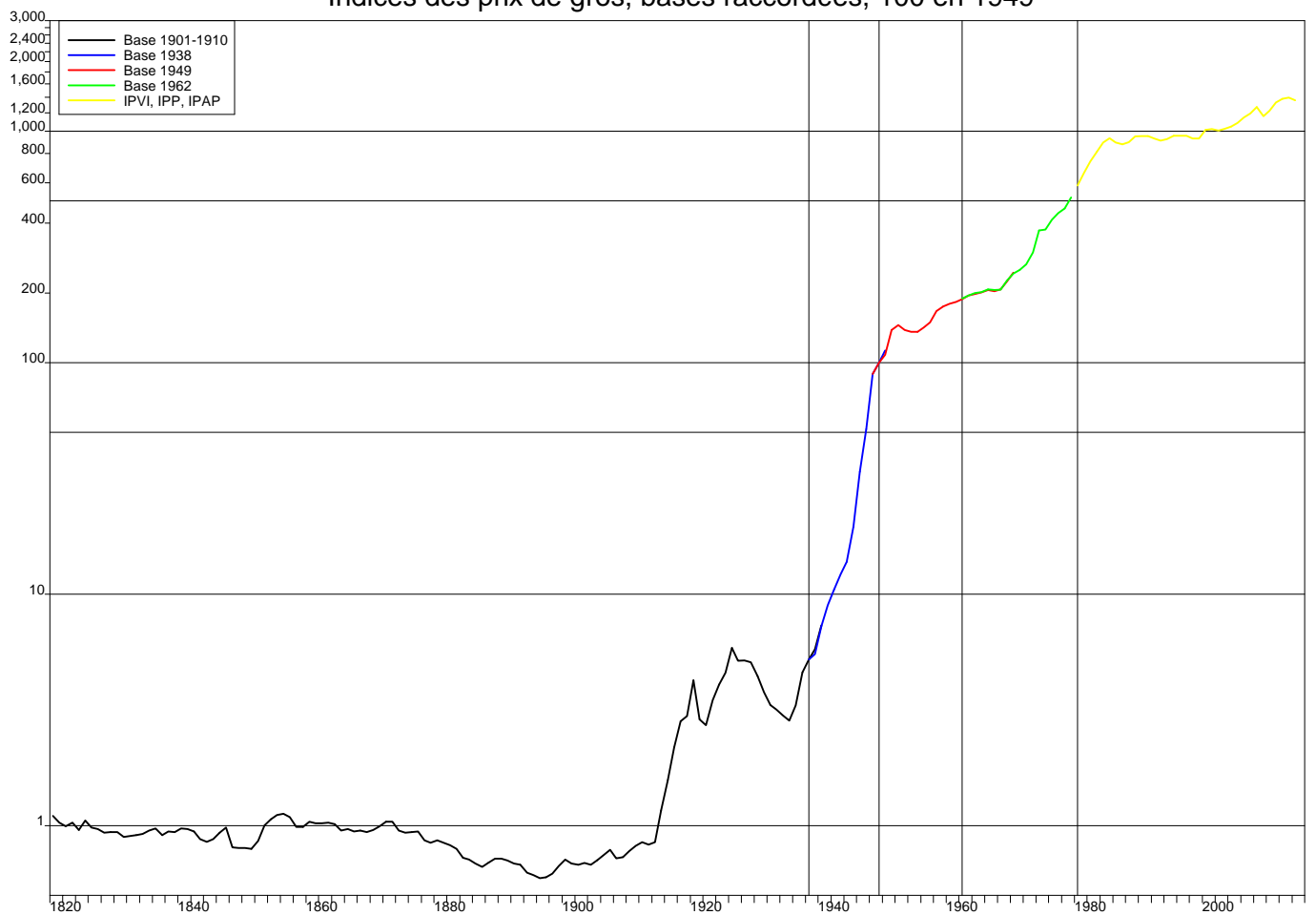
- premières enquêtes de prix de détail en province, auprès des maires des villes de plus de 10.000 habitants, au premier [IX] et au quatrième [X] trimestre 1911, pour une quinzaine de denrées : c'est l'esquisse de l'indice des 13 articles, qui sera publié en base juillet 1914 un peu plus tard ;
- la première référence à l'indice SGF des prix de gros (45 articles) paraît dans la première livraison du Bulletin en 1911, sous la plume de son directeur Lucien MARCH [XI] en base 1891-1900. Il passe en base 1901-1910 dès la publication suivante. Cette première publication reconstitue des séries annuelles depuis 1857. L'indice SGF des prix de gros s'enrichit : indice des prix à l'importation (Commission des valeurs en douane) au début, il incorpore les prix intérieurs (mercuriales) d'un indice concurrent, publié par Jules DOMERGUE dans la revue *Réforme économique*, d'abord en le citant, puis en l'oubliant...
- le début des hostilités en 1914 trouble les enquêtes prix de détail en province, diffère la mise en place de l'enquête prix de détail à Paris jusqu'en 1916 [XII] et affecte la liste des produits dont le prix de gros est suivi : Lucien MARCH rétablit la continuité des séries en 1916 [XIII] ;
- la fin de la guerre de 1914-1918 donne lieu à la publication des séries rétrospectives sur toute la période, pour les prix de détail [XIV] et les prix de gros [XV] ;
- le début de l'après-guerre est marqué par une activité statistique intense avec, en particulier, la première publication d'un indice de la production industrielle (IPI) en 1924 par Jean DESSIRIER [XVI] : jusque là, seuls des indices de prix (gros et détail) avaient pu être calculés et publiés. L'IPI est ainsi reconstitué depuis 1919 en mensuel et 1898 en annuel ;
- l'indice des prix de détail est obtenu par enquêtes : il est exclu de procéder à une reconstitution rétrospective, seules des estimations sont disponibles depuis 1810, grâce aux informations de [VIII]. C'est différent pour les prix de gros : les niveaux de prix de gros composant l'indice ont fait l'objet d'une reconstitution annuelle depuis 1820 : ce n'est pas une rétopolation, mais une véritable reconstitution faite par Alfred SAUVY [XVII] qui prolonge avant 1857 les séries de Lucien MARCH [XI] ;
- ces indices sont rudimentaires : à base fixe (indices de LASPEYRES), tant il est difficile de faire évoluer les structures de pondérations en raison du manque d'information (pas d'enquête budget des ménages, pas de Comptabilité nationale) : les pondérations sont constantes, estimées à dire d'expert (IPC des 13 articles, IPI) ou même égales (IPG des 45 marchandises) ; le nombre de séries constitutives est faible : 13 articles pour l'IPC, 45 marchandises pour l'IPG et 19 séries de base ou composées pour l'IPI ;
- diverses améliorations progressives sont apportées à chaque indice pour pallier les insuffisances initiales :
  - IPC : en 1931 [XVIII], nouvelle base (base 1914) avec augmentation de 13 à 34 du nombre d'articles et changement des pondérations. La SGF était réticente : cette évolution lui a été imposée par la Commission centrale d'études relatives au coût de la vie, qui a déterminé les pondérations. Sa mauvaise humeur s'est traduite par un début de séries en 1929, sans données rétrospectives. L'indice des 34 articles a fait l'objet d'un reréférencement<sup>2</sup> en base 1938. En bases 1914 et 1938, l'indice des 34 articles est connu jusqu'en 1954 ;
  - IPG : deux améliorations différentes. D'une part en 1924, un reréférencement, en base juillet 1914 ; D'autre part en 1928, une nouvelle base 1913 due à Léopold DUGE DE BERNONVILLE [XIX] avec une augmentation sensible du nombre d'articles, de 45 à 126, et l'introduction de pondérations – les séries de prix élémentaires des 45 articles étaient équipondérées. L'indice des 126 articles commence en 1926 ;
  - IPI : entre 1936 [XX] [XXI] et 1939 [XXII], Alfred SAUVY introduit une nouvelle base, la base 1928, avec de nouvelles pondérations et plus de détail : 22 séries élémentaires ; 10 séries de groupe ; la série agrégée et 10 séries confidentielles, non publiées. La base commence en 1928, sans données rétrospectives. Elle a la particularité d'avoir des champs différents en annuel et en mensuel : cette caractéristique, qui en rend l'usage délicat, est reprise dans les bases ultérieures de l'IPI.
- en dépit de l'introduction de nouvelles bases ou de nouvelles références temporelles, les bases initiales sont poursuivies, au moins jusqu'au début de la guerre, en 1938, 1939 ou mai 1940 ou même au-delà (1954 pour l'IPC des 34 articles) : il peut être difficile de reconstituer les valeurs non publiées, mais le détail mensuel des années trente et la chronologie de la crise en France est ainsi disponible. Avec les données rétrospectives reconstituées et les bases ultérieures des indices, un examen des séries sur longue période est possible.

<sup>2</sup> Changement de la base temporelle de l'indice (période où il est égal à 100 en moyenne), sans modification des pondérations.

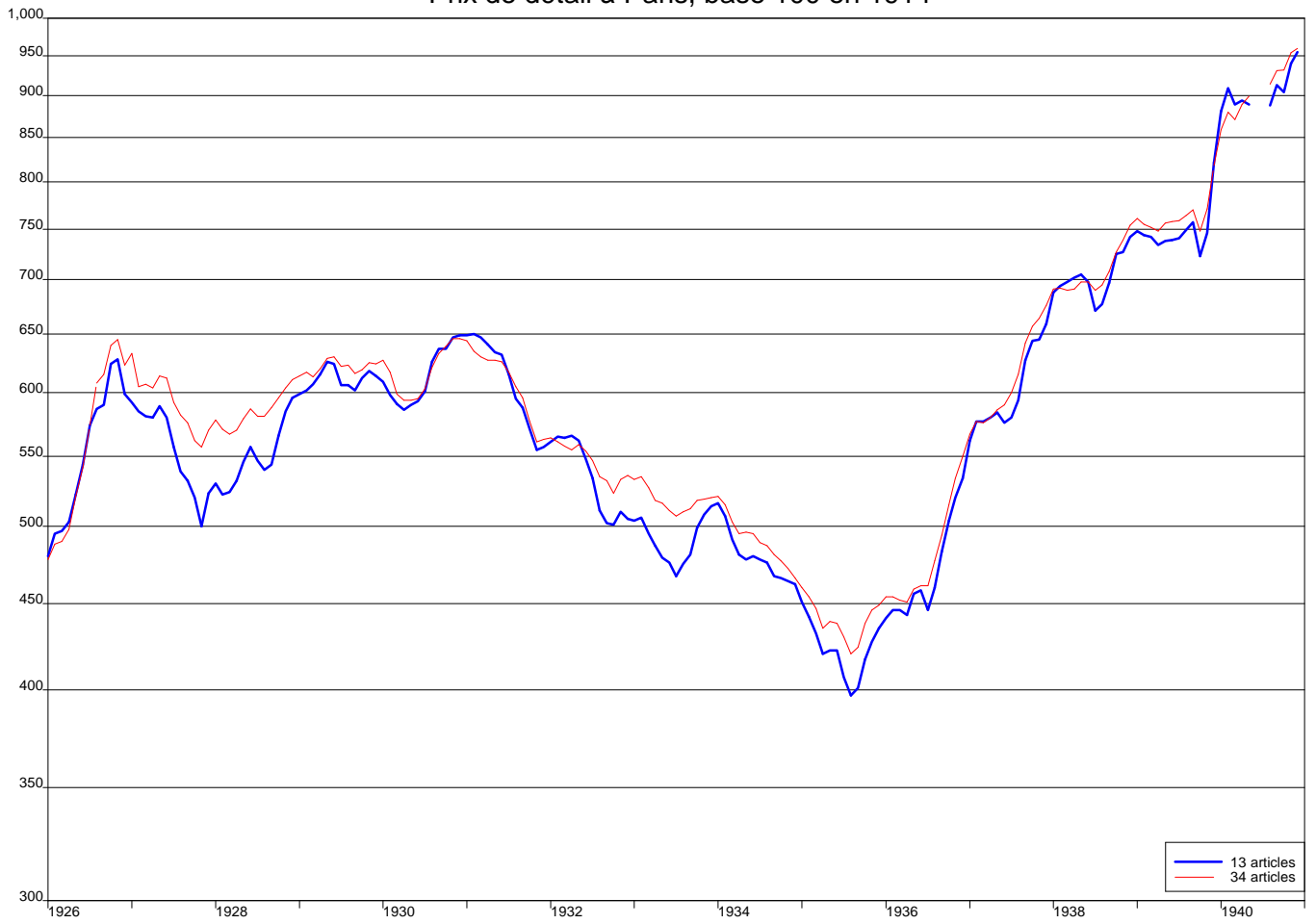
### Indices des prix de détail, bases raccordées, 100 en 1949



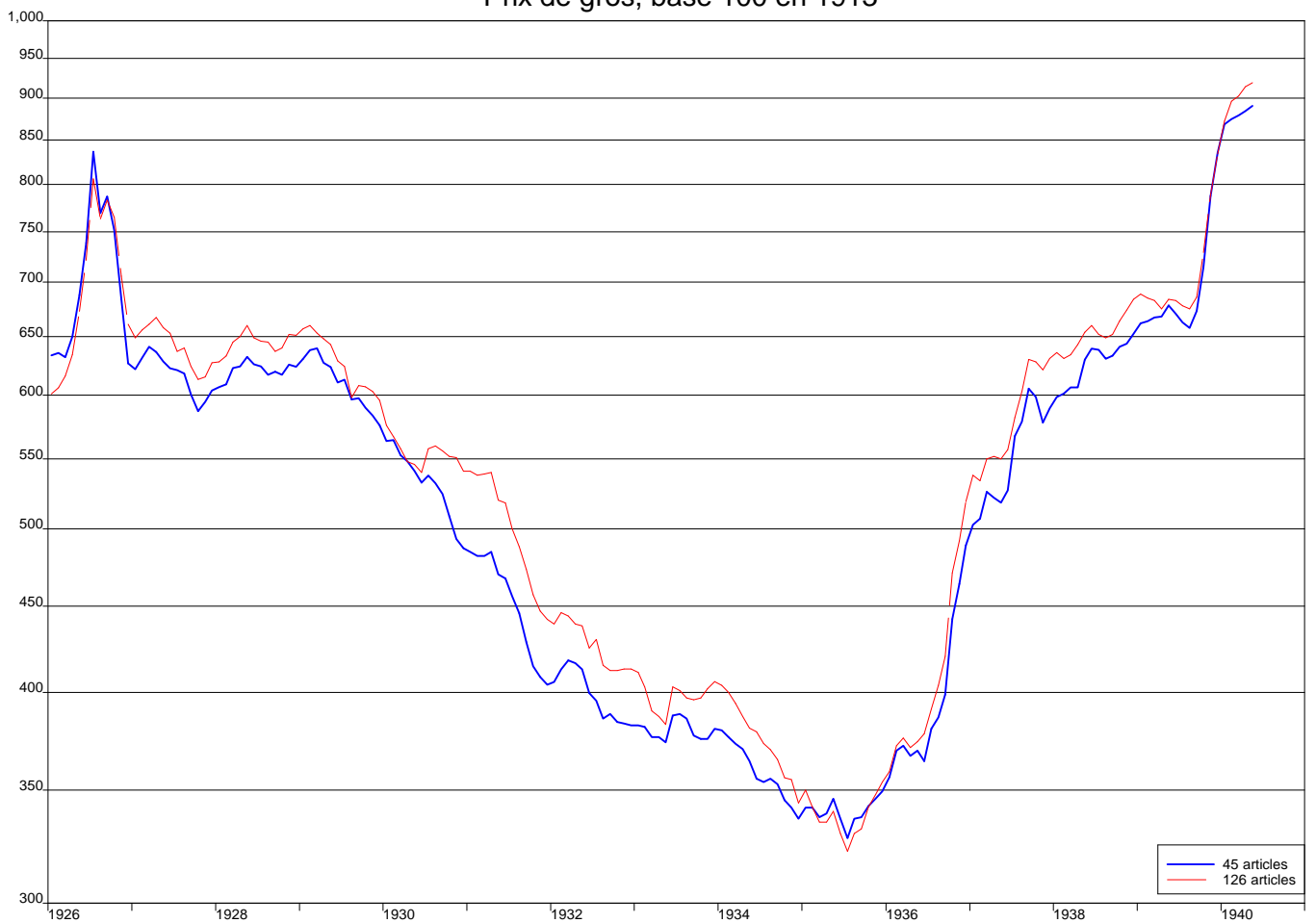
### Indices des prix de gros, bases raccordées, 100 en 1949



Prix de détail à Paris, base 100 en 1914

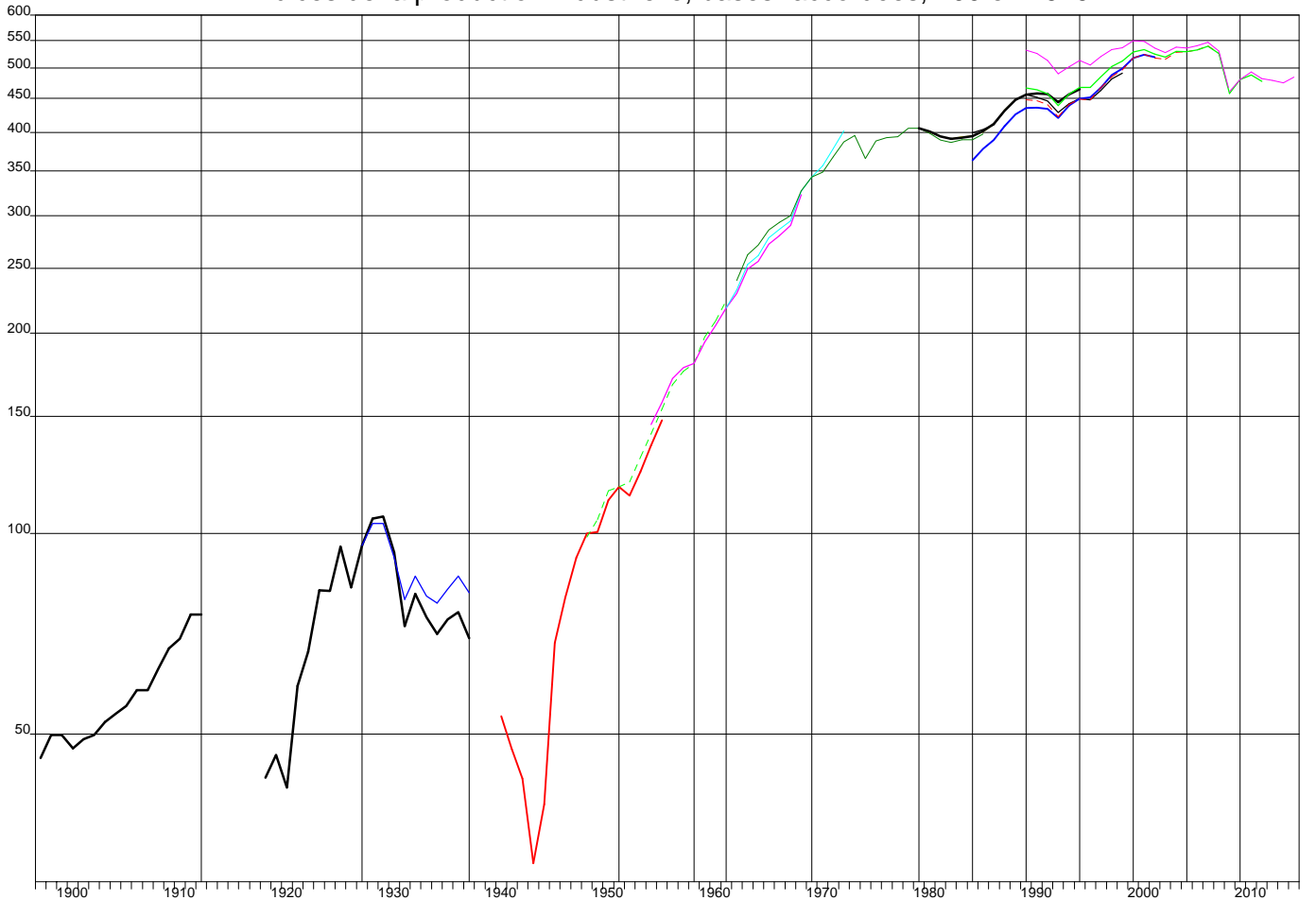


Prix de gros, base 100 en 1913

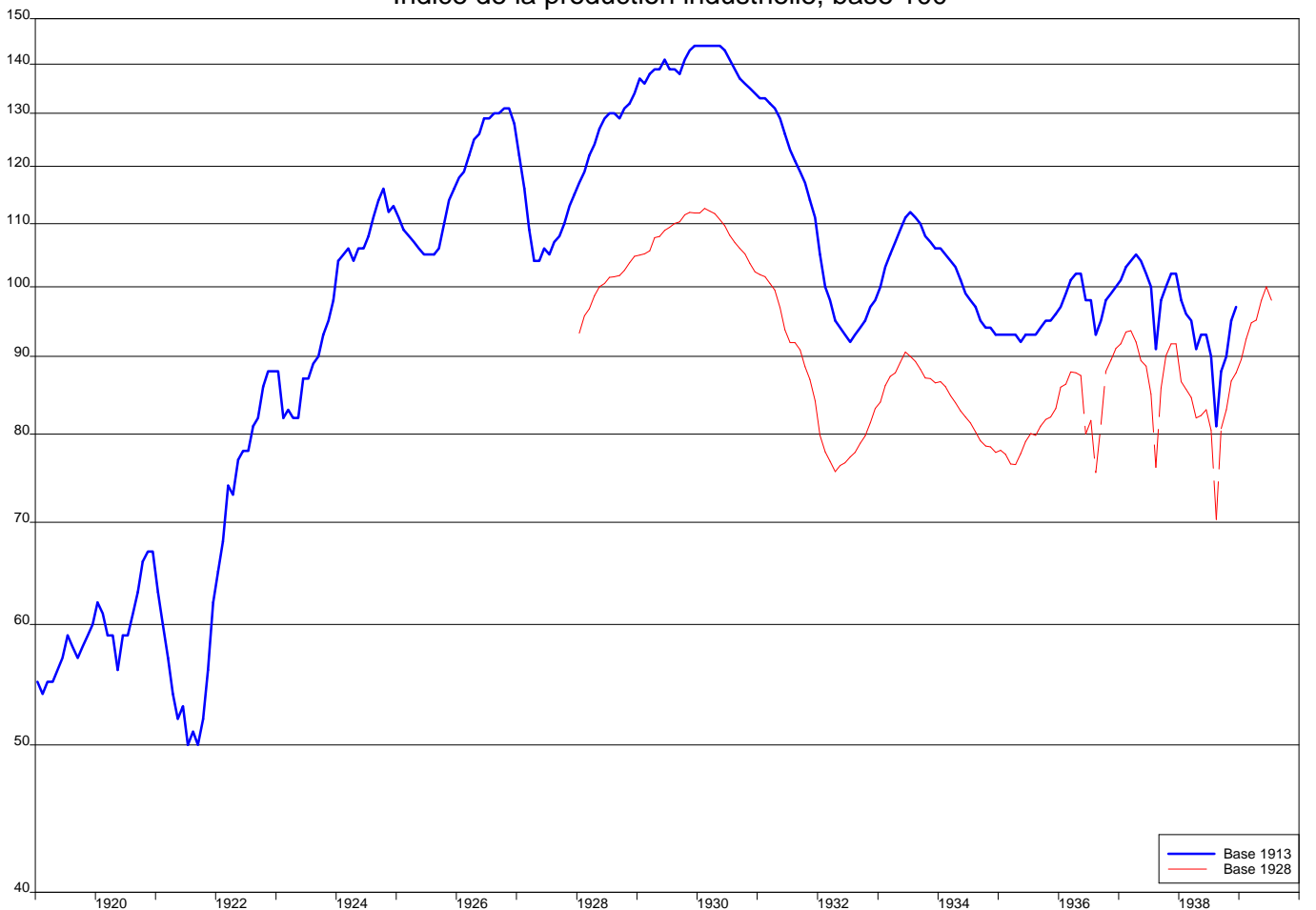




Indices de la production industrielle, bases raccordées, 100 en 1949



Indice de la production industrielle, base 100



## IV – Mesurer la conjoncture, pourquoi, comment ?

Les graphiques précédents exhibent deux phénomènes importants, qui méritent deux commentaires rapides : d'une part, les régimes d'inflation, en France, au cours des deux derniers siècles sont très divers – les outils de suivi statistique ont du mérite à les décrire... D'autre part, le caractère singulier de la grande crise des années trente : la baisse d'activité (30 à 35 %) est bien connue et documentée ; sa singularité réside plutôt dans la très forte déflation – du maximum en 1929 au creux de 1935, la baisse des prix cumulée est de 35 % au détail et 50 % pour le gros, soit entre 6 et 9 % par an en moyenne ; les effets cumulés de telles baisses de prix sur l'activité, *via* des achats différés sans cesse, sont ravageurs. On aurait peine à trouver de telles évolutions – au moins en France et pour le moment : comparer les *subprimes* à la crise des années trente est d'ordre rhétorique.

Les trois indices – IPC, IPG et IPI – mis en place à la suite de la crise de 1907 constituent les prémices, l'esquisse d'un dispositif de suivi de la conjoncture : manquent les enquêtes quantitatives sur les variables-clés de la conjoncture (investissement, variations de stocks) et les enquêtes « qualitatives » d'opinion que l'INSEE mettra en place dans l'après-guerre. Ils en constituent néanmoins le cœur, le fondement : ce sont ces indices dont la mise en place a été jugée la plus urgente ; ils perdurent de nos jours, sous une forme ou sous une autre (prix de gros devenus prix de production ; prix de détail ou prix de consommation), à peine modifiée.

Les trois indices constituent deux « paquets » différents : les prix, d'une part ; les quantités, l'activité, de l'autre. Les dates de mise en place, 1911 puis 1924, confirment ce partage. Il s'agit pourtant d'un effet d'optique. Pour le voir, un rappel et un détour ; l'IPI a été bâti en 1924 sans et même contre les indices de prix (gros et détail) : « *tous les indices envisagés représentent des productions en quantités, la valeur des produits n'intervenant en aucune façon* » selon [XVI] p. 73 ; ce tabou existe d'ailleurs encore : il y a peu de facturations en valeur déflatées dans l'IPI encore de nos jours. L'IPI se spécialise sur les quantités, les volumes : c'est normal.

*A contrario*, pour l'IPC et l'IPG, la volonté des statisticiens de la SGF n'était pas, pas à l'origine, entre le choc de la crise de 1907 et 1911, de réaliser une mesure des prix, de l'inflation. L'affirmation peut paraître contre-intuitive, paradoxale même, s'agissant de deux indices de prix.

Les graphiques de prix (gros et détail) le montrent, en se replaçant à l'époque : en 1907, il n'y avait pas, ou très peu d'inflation, de hausse des prix ; l'inflation n'était pas au cœur des préoccupations entre 1907 et 1914, avant le premier conflit mondial. L'évolution séculaire des prix, au XIX<sup>e</sup> siècle, est marquée par une stabilité de long terme, troublée par des accidents cycliques. Elle est la conséquence de la forte stabilité monétaire du Franc germinal (franc-or) : bimétallisme, parité et convertibilité fixes, etc. L'inflation n'était donc pas le sujet principal de préoccupation, au moins avant la très forte hausse des prix au cours de la guerre de 1914-1918, où les dépenses d'une économie de guerre sont financées par la dette : l'inflation est ainsi une « invention », plutôt une redécouverte, de la guerre de quatorze. Ce constat trouve sa trace au plan théorique : la première formulation explicite de l'équation de la théorie quantitative de la monnaie est tardive, avec la publication de « *The Purchasing Power of Money: Its Determination and Relation to Credit, Interest, and Crises* » par Irving FISHER en 1911.

Si l'objectif n'était pas de mesurer l'inflation, quel était-il ? À quelle question les statisticiens de la SGF ont-ils tenté de répondre ? Là aussi, il suffit de les écouter, ou de les relire : il s'agissait plutôt d'organiser la collecte d'« *indices pouvant servir de signes précurseurs des crises économiques générales* » par « *l'observation des prix et des autres indices de l'activité économique* » (cf. citations de Michel HUBER [VII]). L'objectif est bien la mesure de l'activité, pour conjurer ses effets sur le chômage, non la mesure de l'inflation : les indices de prix (gros et détail) sont envisagés d'abord comme une mesure indirecte de l'activité ; une mesure directe, tel l'IPI, est jugée trop difficile à réaliser dans un premier temps : sa première base n'est publiée qu'en 1924.

« *Le mouvement des prix et l'activité productrice* » : le titre de la première étude SGF sur l'évolution des prix, par son directeur Lucien MARCH dès la première livraison du *Bulletin* [XI] en 1911, est sans équivoque. Ses conclusions aussi : « *en somme, les périodes d'oscillation du chômage coïncident presque exactement avec les périodes d'oscillation de l'indice général des prix* » et « *de toutes les courbes comparées [...], celle de l'indice général des prix et celle du chômage semblent décrire le plus exactement le cycle commercial ou industriel que paraît suivre le mouvement de l'activité économique* ». Ces considérations, reprises par [XVII], sont conformes, pour le XIX<sup>e</sup> siècle, aux réflexions de Clément JUGLAR [V] sur la théorie des cycles et des crises économiques.

Si l'objectif initial en 1907-1911 n'était pas de mesurer l'inflation, c'est devenu l'objectif prioritaire dès la fin de la guerre de 1914-18 : il y a une nette différence entre l'objectif visé *ex ante* et le résultat atteint *ex post*... La guerre est passée par là, multipliant les prix par quatre en quatre ans, tandis qu'ils étaient restés stables durant un siècle.

Ce constat permet de préciser quel était l'instrument privilégié pour mesurer l'inflation : de façon étonnante, c'est l'IPG, non l'IPC, qui était censé assurer cette fonction, jusqu'en 1970, où Jean GUET [XXIII] constate enfin la perte de son statut : « *il est vrai que pendant longtemps on y a vu le meilleur indicateur de la "valeur de la monnaie"* ». Ce rôle lui avait été assigné par DUGE DE BERNONVILLE en 1927 [XXIV], lors d'une comparaison des indices de prix de gros et de détail : « *l'expérience a suffisamment montré qu'indépendamment des fluctuations propres à chaque catégorie, il existe des mouvements généraux affectant l'ensemble des commerces et industries. Pour des raisons, d'ordre monétaire ou extra-monétaire, les prix de toutes les marchandises sont entraînés simultanément tantôt*

*dans un sens tantôt dans un autre ; il y a donc aussi le plus grand intérêt à savoir à chaque instant dans quel sens agissent ces influences communes. C'est à ce but particulier que répond l'indice général des prix de gros, qui n'a aucunement la prétention de fournir la mesure mathématique d'un phénomène rigoureusement défini, mais simplement de permettre des appréciations sur la tendance du mouvement d'ensemble [...] ».*

La mise en place à la SGF des trois indices permet aussi de dresser un bilan plus statistique :

- d'une part, les graphiques sur longue période sont établis en raccordant, de façon brutale sur une année, des indices à pondérations fixes (indices de LASPEYRES) de bases différentes. Les statisticiens répugnent, s'interdisent même, ce genre de procédé contraire à une partie de l'éthique de la profession. Ils ont tort : ils se privent d'examen sur séries longues. Les différentes bases sont raccordées sur une année mais les séries, avant et après raccord, sont représentées si elles coexistent. Même avec des couleurs et des traits différents, les « coutures » des raccords ne se voient guère (hors IPI) : la pratique devrait être tolérée ;
- d'autre part, les évolutions mensuelles des années trente sont représentées par deux bases différentes : leurs résultats en sont très proches. C'est clair : 34 articles, c'est mieux que 13 ; 126 mieux que 45 ; des indices pondérés sont plus performants que des séries équipondérées, à information minimale. Mais apparaît là une propriété fondamentale, insoupçonnée des statisticiens perfectionnistes : les effets des pondérations sont du second ordre ; il en est de même de l'effet du nombre d'items. Le constat est classique, déjà énoncé par Lucien MARCH dès 1911 [XI] : *« quoique le poids attribué à chaque sorte de marchandise ne soit pas sans influence, cette influence est beaucoup moindre. On peut donc se borner à donner des poids égaux à toutes les marchandises incorporées ».* La règle vaut pour un indice agrégé : pour plus de détail, il faut plus de séries et, de préférence, les bonnes pondérations, bien sûr. Le « gain marginal décroissant » de plus de détail ou des pondérations plus fraîches doit néanmoins être balancé, lors d'un changement de base, par un conservatisme statistique de bon aloi : entre un petit gain de précision et / ou de rigueur et un raccourcissement drastique des séries...
- il faut, enfin, revenir sur le choix d'indices à pondérations fixes (indices de LASPEYRES). C'est en général un choix contraint, en particulier par le manque d'information pour faire évoluer, ou connaître même, les structures de pondération. Cela va au-delà :
  - pour Lucien MARCH en 1911, c'est un choix théorique : un indice des prix (c'est-à-dire « *un coût d'un genre de vie uniforme* ») « *s'entend non dans le sens vulgaire, mais dans le sens qui convient pour mesurer d'une façon précise l'effet des changements des prix des choses, indépendamment du changement des habitudes ou des goûts, de l'accroissement ou de la différenciation des besoins* » ([VIII] p. 12) ;
  - Alfred SAUVY a, en 1936, un avis opposé pour l'IPI : « *quel que soit le système adopté, un calcul de moyenne à poids constants se heurte aux inconvénients inhérents à cette méthode, particulièrement sensibles lors de la comparaison de deux époques assez éloignées. [...] Les erreurs provenant des changements [de poids réels] peuvent être éliminées par la méthode des indices chaînes* » ([XX] p. 458).

La réalité statistique peut être taquine : l'IPC a des pondérations chaînes de LASPEYRES depuis la base 1970 ; c'est prévu pour la base 2015 (en mars 2018) de l'IPI, quatre-vingt ans après de diagnostic d'Alfred SAUVY.

Le dernier élément de bilan porte sur les hommes, les statisticiens de la SGF, qui ont élaboré et mis en place l'outil conjoncturel : l'histoire ne peut se comprendre sans les hommes qui l'ont faite. Les références bibliographiques et les citations faites permettent de situer leurs apports, leurs contributions respectives :

- Lucien MARCH est le premier directeur de la SGF concerné par cet ajout conjoncturel à l'institution : son apport ne s'est pas limité à la mécanographie, il a été essentiel pour le premier indice de prix de gros, ainsi que le bilan monographique des informations disponibles sur les salaires et les prix au XIX<sup>e</sup> siècle ;
- Michel HUBER, son successeur, est resté en retrait de ces avancées conjoncturelles : démographe pur, il s'est limité à la rédaction d'introductions aux textes de ses collaborateurs. « *En retrait* » est ici une litote : l'appréciation de sa contribution peut être plus sévère, voir *infra* ;
- Léopold DUGE DE BERNONVILLE a été beaucoup plus impliqué : il est le premier responsable du « service d'observation des prix » créé en 1917. Il a réalisé la deuxième base de l'indice des prix de gros et contribué à l'élargissement / approfondissement des prix de détail.

Alfred SAUVY [VI] émet à son égard un jugement qui paraît sévère : « *un homme remarquable, [...] mais d'une extrême timidité et d'une prudence maladroite* ». Les précautions énoncées dans la présentation de la deuxième base de l'IPG [XIX], où il introduit une innovation majeure avec la pondération des séries, en donnent une idée. Il n'y procède qu'à reculons, rappelant qu'il n'y pas eu d'enquête agricole depuis 1892, ni de recensement industriel depuis 1860, qui puissent fonder les pondérations sur des bases solides : « *la plupart des coefficients de pondération [...] résultent de supputations extrêmement aléatoires* ». Il s'excuse ou se plaint de ses propres estimations car « *c'est un rôle parfois difficile pour le statisticien de n'avancer que dans les limites où il peut garder un contact avec l'observation* ». S'il convient « *qu'il y aurait peut-être un certain intérêt à présenter [...] au moins un exemple d'indice pondéré des prix de gros* », c'est pour en limiter la portée : « *bien entendu cet exemple n'est donné qu'à titre indicatif, et sous les plus expresses réserves* » ;

- restent deux auteurs essentiels, Alfred SAUVY et Jean DESSIRIER. Pour apprécier leurs rôles, écoutons SAUVY en 1972 dans ses mémoires [VI] – c'est la suite de la citation faite p. 5 et du jugement précédent :

*« Un ancien officier de marine, Jean DESSIRIER, a essayé de secouer cette sublime inertie et entrepris, dans les années vingt, les études de conjoncture, l'objectif étant de suivre les évènements pas à pas en France et dans le monde entier et d'en tirer des prévisions. C'est l'époque où fleurissent, en divers pays, les instituts de conjoncture chargés d'une telle mission, armés de baromètres et pourvus en général d'une certaine liberté d'expression. Non seulement le directeur de la Statistique générale, Michel HUBER, timoré à l'extrême, lui aussi, ne cherche pas à pousser dans cette voie, mais il freine les ardeurs de Jean DESSIRIER, travailleur infatigable et d'une rare fécondité. Une fois tout son appareil bien monté, celui-ci démissionne en 1929, événement regrettable, tandis que M. HUBER, n'osant pas détruire un tel instrument, me le confie, tout en multipliant les conseils de modération ».*

Jean DESSIRIER, le créateur de la première base de l'IPI en 1924 [XVI], est bien l'instigateur et la cheville ouvrière des études de conjoncture à la SGF, jusqu'à son départ en 1929, voir *infra*.

- avant le départ de Jean DESSIRIER, la contribution d'Alfred SAUVY aux études de conjoncture est limitée : pour l'essentiel, la reconstitution [XVII] en 1928 des séries annuelles d'indices des prix de gros avant 1857. Ce n'est guère étonnant : il avait alors la responsabilité des *Annuaire statistiques*. À partir de 1930, son apport devient essentiel : création de la deuxième base de l'IPI ([XX], [XXI] et [XXII]) ; début de la publication du *Mouvement*, regroupant les principaux indices macroéconomiques (mensuels et en moyenne annuelle) sur période rétrospective, avec un bref rappel des méthodes employées : [VII] est le premier de la série, publié en 1932, pour la période 1901-1931 ; création de l'Institut de conjoncture, en 1938, après son passage dans les cabinets de Charles SPINASSE et, surtout, Paul REYNAUD.

L'évocation de la première livraison du *Mouvement* permet de donner la parole à Michel HUBER ; il y expose, en 1932, ses conceptions de la conjoncture à la SGF : *« le plus sage, surtout pour un service officiel, semble donc d'explorer, le plus profondément qu'il le peut, le champ des observations économiques et de mettre à la disposition du public les résultats de ces recherches, en laissant à chacun le soin d'éclairer son propre jugement par l'analyse réfléchie de cette documentation »* ([VII] p. 8). Il ne s'agit pas de faciliter la compréhension de l'état de la conjoncture, par des commentaires de vulgarisation, même à destination des pouvoirs publics et des décideurs, encore moins de faire des prévisions et, surtout, de les diffuser. C'est là l'écart d'appréciation entre Michel HUBER, d'une part, et Alfred SAUVY et Jean DESSIRIER, d'autre part.

L'écart se solde par le départ de Jean DESSIRIER. Alfred SAUVY évoque dans ses mémoires une démission. Le procès-verbal de la réunion du 31 octobre 1929 du conseil de la SGF (présents : Lucien MARCH et Michel HUBER, Léopold DUGE DE BERNONVILLE secrétaire de séance) est plus cru :

*« Mise en disponibilité d'un statisticien :*

*M. HUBER croit devoir signaler au Conseil qu'il a été informé au début du mois que M. DESSIRIER, statisticien, avait entrepris la publication d'un recueil mensuel de courbes statistiques intitulé "la conjoncture économique et financière" contenant des appréciations sur la situation et des prévisions.*

*M. DESSIRIER a reconnu qu'il avait commencé cette publication en mai 1929 et que c'était volontairement qu'il n'avait pas prévenu parce qu'il craignait d'être détourné d'une entreprise qui lui tenait à cœur.*

*M. HUBER a fait observer que cette initiative lui paraissait incompatible avec la situation officielle de M. DESSIRIER et que de graves inconvénients pourraient résulter de prévisions économiques et financières, formulées par un fonctionnaire en activité, ce qui permettrait de leur attribuer un caractère presque officiel. La nature actuelle de la publication de M. DESSIRIER, faite sous le manteau, sans publicité ne pourrait pas être conservée. Dans ces conditions, le Directeur devrait en référer au ministre, ne pouvant prendre la responsabilité d'autoriser M. DESSIRIER à poursuivre une entreprise privée de cette nature.*

*Après une semaine de réflexion, M. DESSIRIER a remis une demande de mise en disponibilité, en exprimant le désir de partir en complet accord moral avec le Service et en ne cachant pas son intention de démissionner si cela devenait nécessaire.*

*M. HUBER a accepté de transmettre au ministre la demande de disponibilité, sous réserve que la publication de M. DESSIRIER conserverait son caractère privé jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier prochain.*

*Après une courte discussion, le Conseil approuve cette décision qui permettra à M. DESSIRIER de sortir de la situation délicate dans laquelle il s'était placé ».*

La démission, requalifiée ici en licenciement, du conjoncturiste le plus allant de la SGF intervient ainsi la même semaine que le krach de Wall Street et le déclenchement de la plus grande crise économique du XX<sup>e</sup> siècle. Les responsables de la SGF ont, à cette occasion, montré un sens aigu de l'opportunité.

## Les rebondissements de cette histoire

Le départ de Jean DESSIRIER est un épisode cocasse, cruel, de la vie de la SGF : il résume à lui seul la difficile greffe des études de conjoncture au sein de l'institution. Ce n'est toutefois pas le seul rebondissement étonnant de cette histoire ; Alfred SAUVY présente ainsi la SGF comme « à l'époque un établissement déconcertant, fait de contrastes et de paradoxes, de haute science et de bouffonnerie » (citation de la p. 5) :

- ce fut peut-être un mal pour un bien : le départ de DESSIRIER permit à SAUVY de se réaliser ; plus subtil, ou averti de l'expérience, il comprit que la greffe conjoncturelle ne pouvait prendre au cœur de la SGF mais à ses marges seules : groupe X-Crise, cabinets ministériels (SPINASSE et REYNAUD), Institut de Conjoncture, etc.
- sa réussite ne dure qu'un temps : la direction générale de l'INSEE n'échoit pas à SAUVY à sa création, en 1946 : il est exilé à l'INED, qu'il crée, pour le plus grand bien et de l'INED et de la démographie, mais au détriment de l'INSEE et de la statistique ;
- il y eut l'épisode, étonnant, de la SGF créant son indice de prix de gros, de façon hâtive, sous la pression de la demande et finissant par s'inspirer de, sinon copier, l'indice concurrent français, publié par Jules DOMERGUE dans la revue *Réforme économique*, d'abord en le citant, puis en l'oubliant et *in fine* en préférant citer, comme inspirateur, l'indice anglais de SAUERBECK ;
- une volonté initiale, en 1907-1911, de mesurer l'activité, de façon indirecte, *via* des indices de prix, qui trouve sa pleine rationalité quelques années plus tard avec l'inflation créée par la guerre de quatorze ;
- d'une certaine façon, le plus étonnant, dans cette histoire, est que la crise de 1907 ou son impact supposé aient pu être à l'origine de la création du suivi de la conjoncture à la SGF : née à Wall Street, elle a fait craindre aux pouvoirs publics français de fortes conséquences négatives, sur l'activité et le chômage.

Grâce au dispositif statistique mis en place à cette occasion, il est piquant de constater, quelques années plus tard, que ces craintes n'étaient pas fondées :

- en 1907, il n'y avait pas de récession en France – l'IPJ général passe de 73 en 1906 à 77 en 1907, pour DESSIRIER en 1924 ([XVI] p. 107). Il y a, tout au plus, une stabilisation, mais en 1908 ;
- il n'y avait pas d'inflation en France entre 1907 et 1910 : selon Lucien MARCH en 1911, l'indice des prix de détail retrouve en 1907 son niveau de 1900 et augmente de moins de 4 % sur les trois années 1907-1910 ([VIII] p. 11 et 105). L'intuition de Georges LAURENT (voir citations en introduction) d'une forte inflation ressentie qui serait à l'origine de la création de l'indice des prix de détails n'est pas confirmée.

La crise de 1907 n'a ainsi eu guère de conséquence en France sur l'économie réelle ; à un siècle de distance, son impact, sa seule trace se trouvent dans l'appareil statistique, avec le début du suivi conjoncturel. On comprend mieux pourquoi la crise de 1907 est un peu ignorée en France, où elle ne peut être connue que des statisticiens... à l'opposé des États-Unis, où elle a ébranlé la bourse, les banques et l'économie réelle, mais où elle a eu aussi une trace institutionnelle : la création de la FED en 1913.

Reste une interrogation : si la crise de 1907 n'a pas eu d'impact économique réel en France, comment se fait-il qu'elle ait inspiré autant d'inquiétudes aux pouvoirs publics ? Elle n'est pas la seule, ni la plus violente des crises qui ont émaillé le XIX<sup>e</sup> siècle, en témoignent JUGLAR [V], MARCH [XI], HUBER et SAUVY [XVII]. Pourquoi l'activité économique et le chômage étaient-ils devenus en 1907 des motifs de préoccupation, d'intérêt ? Le rattachement, à l'époque, de la SGF au Ministère du travail est un indice ; l'existence même d'un Ministère du travail (créé en 1906, après l'Office du travail en 1891) est révélatrice ; la première révolution industrielle faisait sentir ses effets, après un siècle de montée progressive : les conditions de travail et de vie de la classe ouvrière et du prolétariat étaient devenues un sujet majeur de préoccupation, *cf.* la création contemporaine des syndicats ouvriers, la CGT en 1895 et la CFTC en 1919.

Après avoir éclairé le passé, il faut nous tourner vers l'avenir, en revenant au thème initial de cette contribution : dans la comparaison à un siècle de distance entre la « panique des banquiers » de 1907 et la crise des *subprimes* en 2007-2008, il reste désormais à savoir quels progrès – statistiques –, seront permis, induits par la crise et les inquiétudes qu'elle aura fait naître : aux statisticiens contemporains de le dire et, surtout, de les faire.



## **Bibliographie**

- I Jacques MAIRESSE *et alii* (1987), Pour une histoire de la statistique, INSEE – ECONOMICA, en deux tomes : 1 – Contributions et 2 – Matériaux.
- II Georges LAURENT, Pierre DELAIN et Mme B. TERRAT, préface de Raymond RIVET (1953), Les statistiques de prix en France et en divers pays étrangers, INSEE, Paris IN 1953.
- III Béatrice TOUCHELAY (2003), Cinquante ans d'indice des prix de détail en France, des 13 aux 250 articles : un apprentissage scientifique et politique, Colloque Histoire et gestion, CRG, IAE, Toulouse.
- IV Hervé LE BRAS (1986), La statistique générale de la France, Les lieux de mémoire (II La Nation p. 317-353), sous la direction de Pierre NORA, Paris GALLIMARD 1986.
- V Clément JUGLAR (1862), Des crises commerciales et de leur retour périodique en France, en Angleterre et aux États-Unis, Paris GUILLAUMIN 1862.
- VI Alfred SAUVY (1972), De Paul REYNAUD à Charles DE GAULLE, Scènes, tableaux et souvenirs, Paris CASTERMAN 1972.
- VII Léopold DUGE DE BERNONVILLE et Alfred SAUVY (1932), préface de Michel HUBER, Indices généraux du mouvement économique en France de 1901 à 1931, SGF, Paris IN 1932.
- VIII Lucien MARCH (1911), Salaires et coût de l'existence à diverses époques, jusqu'en 1910, SGF Paris IN 1911.
- IX Coût de la vie, villes diverses, Bulletin SGF janvier 1912 (tome I, p. 159-162), Paris Librairie F. ALCAN 1912.
- X Coût de la vie, villes françaises de plus de 10.000 habitants, Bulletin SGF juillet 1913 (tome II, p. 362-370), Paris Librairie F. ALCAN 1913.
- XI Lucien MARCH (1911), Le mouvement des prix et l'activité productrice, Bulletin SGF octobre 1911 (tome I, p. 63 à 103), Paris Librairie F. ALCAN 1911.
- XII Enquête sur les prix de vente au détail de certaines denrées dans les villes françaises de plus de 10.000 habitants, Bulletin SGF octobre 1916 (tome VI, p. 37-42 et p 50), Paris Librairie F. ALCAN 1916.
- XIII Lucien MARCH (1916), Le mouvement des prix de gros depuis 1914 avec rappel du mouvement général des prix depuis 125 ans, Bulletin SGF octobre 1916 (tome VI, p. 63 à 83), Paris Librairie F. ALCAN 1916.
- XIV Michel HUBER et Léopold DUGE DE BERNONVILLE (1918), Le mouvement des prix, du coût de la vie et des salaires en divers pays, de juillet 1914 à janvier 1918, Bulletin SGF avril 1918 (tome VII, p. 247-287), Paris Librairie F. ALCAN 1918.
- XV Nombres indices caractérisant les variations de prix de 45 marchandises par année et par trimestre, Bulletin SGF janvier 1919 (tome VIII, p. 106-109), Paris Librairie F. ALCAN 1919.
- XVI Jean DESSIRIER (1924), Essai de détermination d'indices mensuels de la production industrielle en France, Bulletin SGF octobre 1924 (tome XIV, p. 73 à 109), Paris Librairie F. ALCAN 1924.
- XVII Michel HUBER et Alfred SAUVY (1928), Indice annuel des prix de gros en France de 1820 à 1857 et aperçu sur le mouvement des prix depuis 1790, Bulletin SGF avril-juin 1928 (tome XVII, p. 309 à 332), Paris Librairie F. ALCAN 1928.
- XVIII Indice pondéré des prix de détail de 34 articles (alimentation, chauffage, éclairage et savon), Bulletin SGF janvier 1931 (tome XX, p. 212-213), Paris Librairie F. ALCAN 1931.
- XIX Léopold DUGE DE BERNONVILLE (1928), Essai d'un indice pondéré des prix de gros en France, Bulletin SGF janvier 1928 (tome XVII, p. 201 à 223), Paris Librairie F. ALCAN 1928.
- XX Alfred SAUVY (1936), La production industrielle en France depuis 1928, Bulletin SGF avril-juin 1936 (tome XXV, p. 453 à 493), Paris Librairie F. ALCAN 1936.
- XXI Alfred SAUVY (1937), La production industrielle en France, calcul d'un nouvel indice mensuel, Bulletin SGF octobre-décembre 1937 (tome XXVII, p. 119 à 147), Paris Librairie F. ALCAN 1937.
- XXII Alfred SAUVY et Odette MAGNIN (1939), La production industrielle en France depuis 1928, révision des indices et nouvelles sources de documentation, Bulletin SGF avril-juin 1939 (tome XXVIII, p. 467 à 533), Paris Librairie F. ALCAN 1939.
- XXIII Jean GUET (1970), Les indices des prix de gros, base 100 en 1962, Collections de l'INSEE E6, octobre 1970, Paris IN 1970.
- XXIV Léopold DUGE DE BERNONVILLE (1927), La comparaison des indices des prix de gros et de détail, Bulletin SGF octobre 1927 (tome XVII, p. 46 à 49), Paris Librairie F. ALCAN 1927.